

	<i>Page</i>
4. La reconnaissance par El Salvador de la souveraineté du Honduras sur la zone du Goascorán	229
<i>a)</i> Le rappel de la position du Honduras	229
<i>b)</i> La pétition de principe d'El Salvador	230
C. Une cartographie concordante	239
1. L'examen du contenu des cartes	244
<i>a)</i> L'appréciation d'ensemble: une concordance quasi totale en faveur de l'appartenance de la zone du Goascorán au Honduras	245
<i>b)</i> L'évaluation des cartes selon leur origine	249
<i>i)</i> Aucune carte hondurienne ne montre la zone du Goascorán comme relevant de la souveraineté salvadorienne	250
<i>ii)</i> La plupart des cartes salvadoriennes montrent la zone du Goascorán comme relevant totalement ou presque totalement de la souveraineté du Honduras.	256
<i>iii)</i> La quasi-totalité des cartes provenant des pays tiers montrent la zone du Goascorán comme étant hondurienne	278
Une seule carte d'origine indépendante indique la zone du Goascorán comme salvadorienne, mais cette carte a été ultérieurement rectifiée.	280
La concordance absolue des autres cartes d'origine indépendante pour indiquer la zone du Goascorán comme hondurienne	283
La confirmation de l'appartenance de la zone du Goascorán au Honduras par des documents divers d'origine indépendante	293
<i>c)</i> L'évaluation des cartes à la lumière du facteur temporel	297
<i>i)</i> Cartographie salvadorienne et date de la naissance du différend dans la zone du Goascorán.	299
<i>ii)</i> Cartographie des Etats tiers et date de la naissance du différend dans la zone du Goascorán.	305
2. L'examen de l'attitude des Parties à l'égard des cartes	308
<i>a)</i> Par son attitude active, El Salvador a reconnu la souveraineté du Honduras sur la zone du Goascorán	310
<i>b)</i> Par son attitude passive, El Salvador a admis la cartographie hondurienne indiquant la zone du Goascorán comme relevant de la souveraineté du Honduras.	315
Conclusions	322
DEUXIÈME PARTIE. LE DIFFÉREND INSULAIRE	324
Chapitre X. Le différend insulaire	324
Section I. Objet du différend	324
A. Introduction	324
B. Une prétention politique qui ne peut être prise en considération	332
C. Un artifice pour pallier l'absence de fondement légal de la prétention d'El Salvador sur Meanguera à l'époque contemporaine	336

	<i>Page</i>
3. Les diverses interprétations salvadoriennes du titre de Polorós de 1760 et leurs projections croissantes vers le nord	60
a) Les lignes soutenues par El Salvador dans les négociations des limites	61
b) Les variations successives dans la localisation des lieux, dans les distances et les directions de la ligne soutenue par El Salvador	65
4. Conclusions	66
B. Le tracé hondurien selon les documents antérieurs à 1821	68
1. Le Río Torola jusqu'à sa confluence avec le torrent d'Agua Caliente	69
a) Les documents de 1789 et 1803 sur les bornes des terres de Cacaoterique	69
b) Les bornes qui divisent les terres de Cacaoterique et les terres de Polorós	74
2. La limite de la juridiction de San Miguel au sud du Río Torola et les terres de San Miguel de Sapigre	80
a) La position salvadorienne respecte les terres de San Miguel de Sapigre	80
b) La situation des terres de San Miguel de Sapigre au nord et au sud du Río Torola	83
c) Les limites de la juridiction de Tegucigalpa au sud du Río Torola	86
3. L'arpentage de Polorós de 1760 ne modifie pas les limites des anciennes provinces	89
a) Introduction	89
b) Le silence de l'arpentage de Polorós sur les terres de San Miguel de Sapigre	90
c) Les procédures d'arpentage des terrains selon le droit espagnol en vigueur en 1760 et l'arpentage de Polorós	92
d) La force probante de l'arpentage de Polorós de 1760 aux fins de l'application de l' <i>uti possidetis juris</i> de 1821	99
C. Conclusions	103
Section IV. Les données postérieures à 1821 en relation avec les limites établies en application de l' <i>uti possidetis juris</i>	105
A. Introduction	105
B. La limite du Río Torola	108
1. Le terrain de Monteca	108
a) La présence des habitants d'Opatoro au sud du Río Torola entre 1821 et 1854	109
b) Les limites des terres de Monteca	113
2. Les titres des terres délivrés par le Gouvernement du Honduras (1856-1879) et le Río Torola	118
a) Le titre des terres de Sacualpa de 1856	118
b) Le titre des terres de Matasanos, Hornos y Estancias de 1856	120
c) Le titre des terres de Dolores de 1879	122

	<i>Page</i>
2. Le Río Goascorán, limite des terres du village indien de Goascorán.	184
Section III. Les données postérieures à 1821 en relation avec les limites établies en application de l' <i>uti possidetis juris</i> de 1821	190
A. Les titres des terres émis par la République du Honduras	190
1. L'identification des terres couvertes par le titre de Calicanto.	191
2. Les terres de Calicanto, partie intégrante du territoire hondurien lors de l'arpentage de 1864	192
B. Le comportement des Parties après 1821 en relation avec les limites dans la zone du Goascorán	194
1. Introduction	194
2. Les documents des autorités honduriennes	197
a) Les documents internes honduriens relatifs à la zone non contestée du Río Goascorán en amont de « Los Amates »	197
b) Les documents internes honduriens relatifs à la zone contestée du Río Goascorán, en aval de « Los Amates ».	200
i) Le rapport du gouverneur de Nacaóme, en date du 6 octobre 1930, au secrétaire d'Etat au développement, à l'agriculture et au travail	200
ii) Le rapport en date du 23 juillet 1941 de la municipalité d'Alianza au gouverneur de Nacaóme.	202
iii) L'échange de correspondances administratives, entre novembre 1941 et janvier 1942, sur les variations du Río Goascorán dans la zone du « Rincón de Muruhuaca »	204
3. La correspondance diplomatique entre El Salvador et le Honduras	208
a) Les incidents de frontières liés à la répression de la contrebande dans le secteur compris entre El Naranjo et El Pasadero : note du 21 août 1937, du ministre salvadorien des relations extérieures à l'ambassadeur du Honduras à San Salvador.	209
b) Les incidents de frontières liés aux prétendus abus des autorités honduriennes dans la zone d'« El Rincón de la Ceiba » : note du 26 février 1943, de l'ambassade d'El Salvador à Tegucigalpa au secrétaire d'Etat aux relations extérieures du Honduras.	212
c) L'échange de notes entre les ministères des relations extérieures d'El Salvador et du Honduras des 10 novembre 1949 - 5 janvier 1950, 28 février - 2 mai 1950 et du 7 février 1951.	218
d) Les incidents de frontières survenus entre la police hondurienne des forêts et des pêcheurs salvadoriens dans l'« Estero del Pez Espada » : la réponse, en date du 9 janvier 1956, du ministère des relations extérieures à la note de protestation du ministère des relations extérieures d'El Salvador transmise le 8 décembre 1955 à l'ambassade du Honduras à San Salvador.	222
Conclusions	227

	<i>Page</i>
Section II. Droit applicable	341
A. <i>L'uti possidetis juris</i> comme principe de droit international général	343
B. La règle convenue à l'article 26 du Traité général de paix du 30 octobre 1980	350
C. Le droit spécial applicable entre les Parties déroge aux autres règles du droit international général relatives à l'attribution de territoires	357
Section III. La supériorité des titres invoqués par le Honduras selon <i>l'uti possidetis juris</i> de 1821	363
A. El Salvador n'a pas donné de réponse aux arguments du Honduras sur la découverte et l'attribution des îles au Honduras au XVI ^e siècle	366
B. El Salvador ne peut valablement contester l'intégration territoriale de la province de Comayagua avec l'Alcaldía Mayor de Tegucigalpa	374
C. Le caractère supplétif de l'argument dit « ecclésiastique »	386
D. Le dépeuplement des îles en raison des invasions de pirates dans le golfe de Fonseca	408
E. Insuffisance des documents coloniaux civils invoqués par El Salvador pour étayer ses prétentions	427
Section IV. Les données postérieures à 1821	447
A. Cristallisation du différend en 1854	447
B. Non-reconnaissance des prétentions salvadoriennes par les autorités honduriennes	460
TROISIÈME PARTIE. LE DIFFÉREND MARITIME	470
Chapitre XI. Le différend maritime	470
Section I. La valeur de la sentence de 1917	471
A. Ambiguïté de la thèse salvadorienne	471
1. La thèse de la valeur objective de la sentence de 1917	472
2. La thèse de la valeur subjective de la sentence de 1917	479
B. Rappel de la portée effective de la position hondurienne à l'égard de la sentence	481
1. La position hondurienne au regard de la prétendue autorité subjective de la sentence	481
2. L'absence de toute reconnaissance par le Honduras d'un condominium, fût-il résiduel, ne saurait être contestée	482
Section II. Un condominium à contenu variable	483
A. Ambiguïté de la thèse salvadorienne	483
1. La thèse du condominium général demeure la position privilégiée d'El Salvador	483
2. La thèse du condominium résiduel, affirmée par la sentence de 1917, et reconnue à d'autres endroits de son contre-mémoire s'impose à El Salvador	485
3. Rappel du fait que le condominium résiduel, associé à l'existence de zones de juridiction exclusive, implique la délimitation	486

	<i>Page</i>
B. Rappel du droit international relatif au statut exceptionnel de condominium	487
1. Conditions d'établissement	487
2. Le condominium ne se ramène pas à la liberté de navigation	489
Section III. Le statut juridique véritable du golfe de Fonseca	489
A. La volonté salvadorienne de dévaluer la spécificité du statut juridique du golfe de Fonseca	491
1. Contradiction entre l'invocation de la sentence de 1917 et l'affirmation de la banalité du statut juridique du golfe de Fonseca	491
2. Tentative pour estomper la distinction entre condominium et communauté d'intérêts	493
B. Les enseignements de la pratique internationale: le caractère très exceptionnel du recours au condominium	497
1. Analyse de la pratique	500
2. Les enseignements de la pratique	513
C. La confusion persistante d'El Salvador entre arrangements précaires de fait, résultant de l'absence de délimitation, et condominium	514
D. Persistance des incidents bilatéraux dus à l'absence de délimitation	519
E. Délimitation et liberté de la navigation	526
1. Position générale du problème	526
2. Le cas d'espèce	528
F. Conclusion générale de la section	534
Section IV. Le droit du Honduras à une délimitation équitable des eaux de l'Océan Pacifique en dehors du golfe	538
1. La Cour a-t-elle le pouvoir de délimitation en dehors du golfe?	538
a) L'argument que le sens littéral de la question II posée à la Cour exclut sa compétence pour la délimitation	539
b) L'argument qu'il n'y a pas eu de négociations entre les Parties sur la délimitation	540
c) L'argument qu'il est inapproprié pour le Honduras de se baser sur les propositions d'El Salvador durant les négociations	541
d) L'argument que la Cour ne peut pas délimiter entre le Honduras et El Salvador à cause de l'absence du Nicaragua de l'affaire	542
e) L'argument que le Honduras s'appuie sur une façade côtière, ignorant l'«écran d'îles» formé par les îles salvadoriennes de Conchaguita, Meanguera et Meanguerita (et les Farallones)	543
2. El Salvador a-t-il «accepté» la réclamation hondurienne à un plateau continental dans l'Océan Pacifique?	546
3. La position salvadorienne sur la délimitation telle que révélée dans son contre-mémoire	550
a) L'observation que les droits de navigation n'engendrent pas des droits à un plateau continental ou à une zone économique exclusive	550

	<i>Page</i>
b) L'observation que le Honduras n'est pas un Etat côtier sur l'Océan Pacifique puisqu'il n'a pas de « façade » côtière sur l'Océan Pacifique étant bloqué par l'« écran » des îles de Conchaguita, Meanguera, Meanguerita et les Farallones . . .	551
c) L'observation que le Honduras est un « Etat géographiquement désavantagé » sans façade côtière sur le Pacifique	554
d) La thèse apparente d'El Salvador	555
i) Le caractère de la ligne de fermeture du golfe	556
ii) La contradiction avec la thèse de l'« écran d'îles ».	560
iii) La nouvelle prétention d'El Salvador à la souveraineté sur les eaux au-delà de l'embouchure du golfe	561
iv) La caractérisation erronée de la position du Nicaragua . .	562
CONCLUSIONS	564
A. En ce qui concerne le différend frontalier terrestre	564
B. En ce qui concerne le différend insulaire	569
C. En ce qui concerne le différend maritime	569
<i>Liste des cartes illustratives</i>	572
<i>Liste des annexes documentaires</i>	574
Written Observations on the Application for Permission to Intervene — Observations écrites sur la requête à fin d'intervention	
OBSERVATIONS OF EL SALVADOR ON THE APPLICATION BY NICARAGUA FOR PERMISSION TO INTERVENE	599
I. Nicaragua is time-barred or estopped from seeking changes in the procedural aspects of the principal proceedings	599
Absence of an interest of a legal nature that may be affected by the decision in the case	599
II. Lack of precision in indicating the object of the intervention	601
III. Absence of a jurisdictional link with El Salvador	602
IV. Absence of prior negotiations	603
V. Extravagant and unprecedented requests in paragraphs 23 and 24 of the Nicaraguan Application	604
OBSERVATIONS OF HONDURAS ON THE APPLICATION BY NICARAGUA FOR PERMISSION TO INTERVENE	607
1. The Nicaraguan proposal to re-order the dispute now before the Court	607
2. The Nicaraguan proposal to intervene in the existing case under Article 62	608
(i) The limited scope of the envisaged intervention	608
(ii) The requirement of an interest of a legal nature which may be affected by the Court's decision	609
(iii) The requirement of a jurisdictional link	610
(iv) The capacity in which Nicaragua seeks to intervene	611
Conclusions	611

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

PLEADINGS, ORAL ARGUMENTS, DOCUMENTS

**CASE CONCERNING THE LAND, ISLAND
AND MARITIME FRONTIER DISPUTE**

(EL SALVADOR/HONDURAS: NICARAGUA intervening)

VOLUME V

Reply of Honduras (Vol. II); Written Observations on the Application
for Permission to Intervene, and the related Oral Arguments

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

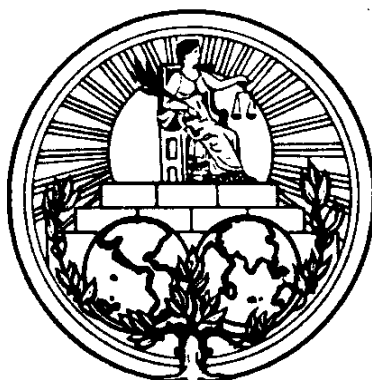
MÉMOIRES, PLAIDOIRIES ET DOCUMENTS

**AFFAIRE DU DIFFÉREND FRONTALIER
TERRESTRE, INSULAIRE ET MARITIME**

(EL SALVADOR/HONDURAS; NICARAGUA (intervenant))

VOLUME V

Réplique du Honduras (vol. II); observations écrites sur la requête
à fin d'intervention, et procédure orale y relative



	<i>Page</i>
Oral Arguments on the Application for Permission to Intervene — Plaidoiries relatives à la requête à fin d'intervention	
[CR 90/1]	
OPENING OF THE ORAL PROCEEDINGS	616
STATEMENT BY MR. ARGÜELLO GÓMEZ (NICARAGUA)	619
The Application for permission to intervene filed by Nicaragua	619
The formation and selection of Members of the Chamber had taken place without participation of Nicaragua	619
The decision of Nicaragua to appear before the Chamber	620
Modifications of the Application for permission to intervene	621
Meaning of "interest of a legal nature"	622
Nicaragua's legal interests inside the Gulf of Fonseca or outside of it are affected by proceedings based on a bilateral special agreement to which it is not a party.	624
A "jurisdictional link" is not necessary.	624
Nicaragua does not allege or claim a specific right inside the Gulf of Fonseca or outside of it	627
ARGUMENT OF PROFESSOR BROWNLIE (NICARAGUA)	629
Nature of the "interest of a legal nature"	629
Reasoning of the majority of the Court in 1984 Italian intervention case was inconclusive.	629
Failure of the Court to provide an adequate resolution of the tension between Article 62 and the principle of consent	632
Procedural nature of Article 62	633
General principles relevant to the application of Article 62	634
Conclusion on the application of Article 62	639
Grounds for intervention in this case which are entirely compatible with the reasoning of the Court in its decision of 1984	641
Not to allow intervention would run counter to practical requirements of procedural justice.	641
Response to written observations of the principal Parties on the Appli- cation of Nicaragua	642
[CR 90/2]	
PLAIDOIRIE DE M. REMIRO BROTONS (NICARAGUA)	644
I. L'objet de l'intervention du Nicaragua.	644
Réponse aux observations écrites d'El Salvador	644
Réponse aux observations écrites du Honduras	647
II. Question du lien juridictionnel	651
L'autorisation demandée ne peut pas dépendre de l'existence d'une base de compétence spéciale entre l'intervenant et les Parties: sa couverture figure dans le Statut lui-même.	653
L'intervention est un incident dans la procédure principale	654
Si l'intervention à l'égard de l'article 63 ne requiert pas de lien juri- dictionnel, ce n'est pas non plus requis dans le cas de l'ar- ticle 62	656

	<i>Page</i>
III. Convenance de l'intervention du Nicaragua	658
Si la Chambre admet l'intervention, elle pourra exercer plus efficacement la fonction judiciaire.	660
Ce sont les arrêts rendus sur les différends territoriaux les plus enclins à produire, du moins de fait, des effets <i>ultra partes</i>	661
[CR 90/3]	
STATEMENT BY DR. MARTÍNEZ MORENO (EL SALVADOR)	664
Lack of clarity of the original Application for permission to intervene	664
Application of Nicaragua is untimely.	665
Nicaraguan Application fails to meet the substantive requirements of the Statute.	666
The comparison between the issues in the present case and that in the <i>Monetary Gold</i> case is misplaced	666
Closing remarks	668
PLAIDOIRIE DE M. WEIL (EL SALVADOR)	669
L'exigence d'un intérêt d'ordre juridique	669
L'Etat tiers doit avoir, primo, un intérêt d'ordre juridique et, secondo, un intérêt pour lui en cause.	670
Seulement un intérêt d'une certaine qualité et substance peut justifier l'intervention	671
Il faut que l'intérêt juridique soit susceptible d'être affecté par la décision.	673
L'intervention dans le différend insulaire	676
L'intervention dans le différend sur les espaces maritimes.	677
Première hypothèse: la divergence entre El Salvador et le Honduras n'est pas un problème de fond	678
Seconde hypothèse: la divergence porte sur l'interprétation du compromis.	681
Troisième hypothèse: si la Chambre décidait, d'abord, qu'il y a lieu de procéder à une délimitation entre El Salvador et le Honduras, et ensuite qu'elle est compétente pour effectuer cette délimitation sur la base du compromis.	681
A la réflexion, des trois demandes d'intervention dont la Cour a eu à connaître, celle du Nicaragua apparaît comme la plus fragile	685
ARGUMENT OF MR. E. LAUTERPACHT (EL SALVADOR)	687
The requirement of the identification of the object of the intervention.	687
The precedents	687
1. The Malta case	687
2. The Italian case	690
Assessment of the stated object of the Nicaraguan Application	691
Possible additional or concluding remarks; the need for prior negotiation.	694
The limited role of intervention.	695
Possible argument regarding the influence upon a chamber of previous decisions of the full Court.	697

CONTENTS — TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Reply of Honduras (Vol. II) — Réplique du Honduras (vol. II)	
Chapitre VIII. Le secteur de la frontière terrestre entre la confluence du Torola avec le ruisseau de Mansupucagua et le Paso d'Unire (Dolores)	1
Section I. Introduction	1
Section II. Les divergences des Parties sur la délimitation.	6
A. Les divergences des Parties sur le tracé de la ligne frontière . . .	6
1. Le tracé de la ligne frontière dans le secteur selon El Salvador	7
a) Le tracé salvadorien constitue un maximum de prétentions territoriales dans ce secteur.	8
b) Un tracé à plusieurs faces ou une pluralité de tracés	10
c) Contradictions entre les différents tracés soutenus par El Salvador	12
2. Le tracé de la ligne frontière dans ce secteur selon le Honduras	14
B. Les divergences des Parties sur le fondement juridique de la délimitation	19
1. La position d'El Salvador: pluralité de tracés, pluralité de fondements	19
a) La position salvadorienne sur l' <i>uti possidetis juris</i> de 1821	19
b) El Salvador recourt en outre aux effectivités et aux « tierras realengas »	23
2. La position du Honduras: l' <i>uti possidetis juris</i> comme unique fondement	26
a) La position hondurienne n'est pas fondée sur la notion de « frontières naturelles »	26
b) L' <i>uti possidetis juris</i> et son application par le Honduras. . .	30
Section III. Le tracé de la ligne frontière dans ce secteur en application de l' <i>uti possidetis juris</i> de 1821	32
A. Le tracé salvadorien selon le titre des terres de Polorós de 1760	32
1. Insuffisance du titre de Polorós de 1760	33
2. Les données de l'arpentage du terrain de Polorós selon le titre de 1760.	35
a) La référence au torrent de Mansupucagua et le silence du texte sur le Río Torola	36
b) La référence au coteau qui sépare les terres de Polorós de celles de Los Lopez	45
c) La référence au Cerro de Ribitá et à la rivière Unire.	50
d) Conclusions: les limites des terres de Polorós entre la rivière Torola et la rivière Unire selon le titre de 1760.	58

	<i>Page</i>
<i>[CR 90/4]</i>	
ARGUMENT OF MR. HIGHET (EL SALVADOR)	699
1. The first point is one of general application	699
2. The second point is that there are two important distinctions between this case and both of the others (Malta and Italy)	700
3. The third point relates to Article 62 itself	700
4. The fourth point is that this problem is of course made more acute when one takes into account the question of specifying the identity of the judges comprising the Chamber as well as the lateness of the Application	701
5. The fifth point follows from the last two: it is that to require a valid link of jurisdiction seems to make sense generally in the case of spe- cial agreements and most obviously in cases where a Chamber is involved	701
6. The sixth point is that it is, therefore, particularly appropriate in cases brought by special agreement that a valid additional link of jurisdiction could or should be required by the Court or a Chamber	702
7. The seventh point relates to the suggestion that has been made — and was debated in the <i>Malta</i> and <i>Italy</i> cases — as to whether Article 62 of the Statute could by itself be an independent source of jurisdictional power	703
8. The eighth point relates to Article 81, paragraph 2, subpara- graph (c), of the Rules	704
9. The ninth point is that the incidental jurisdiction of the Court or a Chamber extends only to granting the intervention	705
10. The tenth point relates to Articles 62 and 63 of the Statute	705
11. The eleventh point relates to Article 53 of the Statute	706
12. The twelfth point is that one cannot convincingly escape the logic of these arguments by claiming that Article 36, paragraph 1, indicating “all matters specially provided for”, would include Article 62, para- graph 2, of the Statute	706
13. The thirteenth and final point is that just because of all those diffi- culties, all is not lost in intervention.	706
STATEMENT BY DR. MARTÍNEZ MORENO (EL SALVADOR)	708
STATEMENT BY DR. VALLADARES SOTO (HONDURAS)	709
ARGUMENT OF PROFESSOR BOWETT (HONDURAS).	710
1. The principle of sovereign equality of States	710
2. Article 62 requires an intervenor to demonstrate an “interest of a legal nature” which may be affected by the decision in the case	711
(a) Sovereignty over the Islands	712
(b) Whether the waters within the Gulf are subject to a régime of condominium, excluding delimitation	712
(c) If there is no condominium, what should the delimitation line within the Gulf be, as between El Salvador and Honduras?	714
(d) The claim that Honduras has an entitlement to a maritime area outside the Gulf and that the Court should determine what the delimitation line should be outside the Gulf as between Hon- duras and El Salvador	717

3. The question of a need for a jurisdictional link	718
4. The procedural consequences of allowing a limited Nicaraguan intervention	720
QUESTION PUT BY THE PRESIDENT OF THE CHAMBER	723
[CR 9015]	
STATEMENT BY MR. ARGÜELLO GÓMEZ (NICARAGUA)	724
Nicaragua recognizes that the eventual decision of the Chamber granting or refusing permission to intervene will be binding and final	724
Nicaragua is neither barred from seeking changes in the procedural aspects nor barred or stopped in general from making this Application	726
Nicaragua's Application is within the limits set in previous decisions on intervention of the Court	726
Comments on assertions made by Mr. Bowett	729
Question of the jurisdictional link	731
REPLY OF PROFESSOR BROWNLIE (NICARAGUA)	733
The authority to be given to previous decisions of the International Court	733
The recognition of the existence of legal interests of Nicaragua in issue	734
The existence of a legal interest: general issue	735
The various elements of the maritime dispute	735
I. The waters within the Gulf of Fonseca in the presence of a régime of condominium	736
II. The waters within the Gulf of Fonseca subject to a delimitation between Honduras and Nicaragua	737
III. The waters outside the Gulf of Fonseca assuming that Honduras is excluded	739
RÉPLIQUE DE M. REMIRO BROTONS (NICARAGUA)	741
L'objet de l'intervention	741
Les intérêts d'ordre juridique	741
La question d'un lien spécial de juridiction	745
La question si le Nicaragua dispose des droits des Parties, en particulier, du droit à nommer un juge <i>ad hoc</i>	746
Le fait que dans les cas précédents la Cour ait rejeté les requêtes d'intervention ne signifie pas que les requêtes d'intervention doivent toujours être rejetées	747
STATEMENT BY MR. MARTÍNEZ MORENO (EL SALVADOR)	748
REPLY OF PROFESSOR BOWETT (HONDURAS)	749
CLOSING OF THE ORAL PROCEEDINGS	752
Reading of the Judgment	753

	<i>Page</i>
C. Le comportement des Parties en relation avec la limite du Río Torola	124
1. Les documents des autorités honduriennes	124
2. La correspondance diplomatique entre les deux Etats	135
D. Conclusions	140
Chapitre IX. Le secteur de la frontière terrestre entre « Los Amates » et le golfe de Fonseca (Goascorán)	143
Section I. Les divergences des Parties dans la zone du Goascorán	143
A. Le désaccord des Parties sur le tracé de la frontière	143
1. La position du Honduras: un seul tracé	144
2. La position d'El Salvador: une pluralité de tracés	147
B. Le désaccord des Parties sur le fondement juridique de la délimitation	152
1. La position du Honduras: un fondement juridique unique	152
a) L'irrecevabilité de la revendication dans la zone du Goascorán	153
b) Le principe de l' <i>uti possidetis juris</i> de 1821	155
2. La position d'El Salvador: une pluralité de fondements	157
a) Un recours inopérant à la théorie de l'acquiescement par El Salvador	158
i) Le prétendu « acquiescement » du Honduras à la souveraineté salvadorienne sur la zone du Goascorán	158
ii) L'impossible acquiescement d'El Salvador à la souveraineté du Honduras sur la zone du Goascorán	160
b) La renonciation par El Salvador à la prétendue règle de l'inaltérabilité du tracé frontalier en cas d'avulsion	162
c) Les prétendues « effectivités » salvadoriennes dans la zone du Goascorán	166
Section II. Le tracé de la ligne frontière dans la zone du Goascorán en application de l' <i>uti possidetis juris</i> de 1821	170
A. Le tracé salvadorien selon les titres des terres, un tracé imaginaire	172
1. El Salvador donne une interprétation et une localisation erronées de la pétition de Don Juan Bautista de Fuentes	174
2. El Salvador donne une interprétation et une localisation erronées de l'arpentage réalisé, le 30 octobre 1694, par le capitaine Don Francisco de Goicochea y Uriarte	175
B. Le tracé hondurien fondé sur l' <i>uti possidetis juris</i> de 1821	176
1. Le Río Goascorán, limite des juridictions coloniales de San Miguel et de Tegucigalpa	176
a) Rappel de la thèse hondurienne	176
b) Critique de la thèse hondurienne dans le contre-mémoire salvadorien	178
c) La réaffirmation de la thèse hondurienne	179